

4.—Recettes des bibliothèques publiques, par province, 1947

Province ou territoire	Solde de l'année précédente	Taxes locales	Subventions provinciales	Autres subventions ou dons	Toutes autres recettes	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Île du Prince-Édouard.....	—	—	21,907	—	—	21,907
Nouvelle-Écosse.....	2,050	13,125	—	4,673	7,548	27,396
Nouveau-Brunswick.....	—	28,200	—	960	1,737	30,897
Québec.....	14,791	311,292	66,813	53,283	21,892	468,071
Ontario.....	93,307	1,887,934	250,671	17,221	170,250	2,419,383
Manitoba.....	3,931	148,899	—	1,361	2,392	156,583
Saskatchewan.....	15,525	130,952	5,204	542	14,545	166,768
Alberta.....	4,093	168,501	10,481	4,247	18,207	205,529
Colombie-Britannique.....	3,924	387,473	15,427	2,562	23,042	432,428
Territoire du Yukon.....	661	—	900	—	36	1,597
Total.....	138,282	3,076,376	371,403	84,849	259,649	3,930,559

Section 6.—Le Canada et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

L'Annuaire de 1947, pp. 327-329, décrit l'origine de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ainsi que ses initiatives jusqu'à la première session de la Conférence générale (tenue à Paris en novembre 1946). La conférence générale a tenu sa deuxième session à Mexico, en novembre-décembre 1947; le programme adopté est exposé brièvement aux pp. 354-356 de *L'Annuaire* de 1948-1949.

La troisième session de la conférence générale a eu lieu à Beirout (Liban), en novembre-décembre 1948. On peut obtenir du ministère des Affaires extérieures le rapport de la délégation canadienne (49 pp. polycopiées).

La quatrième session a eu lieu à Paris en septembre-octobre 1949 et la cinquième, à Florence (Italie), en mai-juin 1950. On peut également obtenir du ministère des Affaires extérieures, à Ottawa, le rapport de chacune de ces deux conférences.

PARTIE III.—RECHERCHES SCIENTIFIQUES ET INDUSTRIELLES*

Section 1.—Le Conseil national de recherches

Au Canada, les recherches coordonnées sur le plan national remontent à 1916. Cette année-là, sur l'avis du gouvernement de la Grande-Bretagne, le gouvernement canadien créait le "Conseil consultatif honoraire de recherches scientifiques et industrielles" et le faisait relever d'un comité du Conseil privé. Des dispositions furent prises en vue de diriger et de coordonner les travaux de recherches et d'organiser des enquêtes coopératives, de former des spécialistes de la recherche et de poursuivre des recherches grâce aux subventions versées aux professeurs d'université. Voilà sur quoi s'est appuyé le travail du Conseil de 1916 à 1924.

Le Conseil a proposé très tôt l'établissement de laboratoires nationaux. Un comité spécial du Parlement, chargé d'étudier la proposition, a appuyé la demande après l'audition de plusieurs experts. Des difficultés financières ont empêché

* Rédigé sous la direction de C. J. Mackenzie, C.M.G., F.R.S., président, Conseil national de recherches, Ottawa.